



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

Agriculture

Les prix du blé baissent sur les marchés

Entre spectre de récession et prévisions de récoltes rassurantes, les prix du blé affichent un repli mesuré mais bien réel... (Page 08)

UE

Bruxelles et des ONG inquiets du retour au charbon
L'annonce d'un recours accru au charbon en Allemagne, en ... (Pages 08)



Journées Portes ouvertes

La Banque mondiale et le Togo célèbrent leur partenariat

• (Page 03)



Financement des entreprises

• (Page 04)

Le WBAF outille les entrepreneurs et investisseurs à Lomé

Développement rural et projets sociaux

La BOAD octroie 17,5 milliards de FCFA au Bénin
La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) octroie à l'Etat béninois... (Page 02)

Consommation

Les boulangers se professionnalisent en pain de mie aux farines locales
Le Ministère délégué en charge de l'enseignement technique et de l'artisanat a organisé le 14 juin 2022 à la Salle de réunion du projet PASA un ... (Page 04)

UEMOA / transport aérien

4ème réunion du Comité de Coordination du PRDTA à Ouagadougou
Les travaux de la 4e réunion du Comité de Coordination du Programme Régional de Développement du Transport ... (Page 06)

Volontariat

ALEBA Beguedinam, un modèle dans la commune de Danyi 1
À Apéyémé dans la commune de Danyi 1, il suffit de demander d'après Beguedinam ... (Page 11)

Cours des devises offert par

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	618,500	4,570	761,500	641,750	478,000	92,000	168,000
Vente	655,957	625,500	4,630	768,500	647,750	485,000	93,750	170,750

Développement rural et projets sociaux

La BOAD octroie 17,5 milliards de FCFA au Bénin

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) octroie à l'Etat béninois, une enveloppe d'un montant de 17,5 MFCFA pour le financement partiel du projet de sédentarisation des troupeaux de ruminants.



• Junior AREDOLA

Serge EKUE, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et Romuald WADAGNI, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances de la République du Bénin, ont procédé le 22 juin 2022, à la signature d'un accord de prêt pour le financement partiel à hauteur de 17,5 milliards FCFA, de la phase 2 du projet de sédentarisation des troupeaux de ruminants au Bénin. Le Projet global a pour objet la libération et la sécurisation de 57 000 ha de terre au profit des éleveurs et agro-éleveurs pour la production fourragère, l'installation d'un Cam-

pement Pilote Pastoral (CPP) et le renforcement de 126 campements d'éleveurs. En outre, il est prévu la promotion d'unités industrielles, la mise en place de kits de production et le renforcement de capacités des éleveurs pour la conservation de fourrages. En raison de son envergure, il a été structuré en deux phases sur la période 2021 – 2025, dont la première a été partiellement financée par la Banque en novembre 2020 à hauteur de 10 milliards FCFA. La seconde phase a pour objet : l'aménagement de 126 campements pastoraux à renforcer (CPR) ; la sécurisation de 36 300 ha de terres au profit d'agro-éleveurs individuels ; la pro-

duction fourragère sur 16 220 ha au profit de 1 370 éleveurs individuels et des 126 CPR et ; l'enrichissement de 3 780 ha de pâturage naturel et la mise en place de kits de production au profit des CPR et CPP. Grâce à la sécurisation des ressources foncières pour la sédentarisation et la promotion de la production fourragère et du fourrage aérien ainsi que l'enrichissement des pâturages naturels, le projet permettra une meilleure répartition du cheptel dans l'espace pastoral, recréera les conditions d'un équilibre entre le cheptel et la biomasse, contribuera à la sauvegarde et à la préservation des équilibres des écosystèmes naturels environnants et permettra de réaliser des productions annuelles additionnelles de viande et de lait évaluées respectivement à 14 100 tonnes et 79 500 litres. Ce concours porte à 291,3 milliards de FCFA les interventions de la Banque dans le domaine du développement rural et des projets sociaux, soit 33,05% de ses engagements cumulés au Bénin, tous secteurs confondus, qui s'établissent à 881,4 milliards de FCFA.



AUX DECIDEURS...

L'importance des villes secondaires

Les petites villes d'Afrique sont généralement négligées alors qu'elles ne devraient pas être.

Souvent, quand on pense ou écrit sur l'urbanisation en Afrique, des mégapoles ou des villes primaires viennent à l'esprit. Peu, cependant, est écrit sur des villes secondaires. Pourtant, ce ne sont que trois des quelque 885 villes secondaires ou intermédiaires d'Afrique qui comptent déjà plus de 40 % de la population urbaine du continent. Leur part est très susceptible de croître avec le temps. Ces villes ont un rôle essentiel à jouer dans la trajectoire globale d'urbanisation de l'Afrique. Ils ont un certain nombre d'avantages. Il existe en fait des preuves mondiales provenant de pays en développement, qui démontrent que pour un niveau donné de croissance de la population urbaine, ces villes intermédiaires sont en fait globalement plus efficaces pour réduire la pauvreté que les villes principales.

Un autre avantage majeur des villes intermédiaires est que beaucoup ont encore la majeure partie de leur trajectoire de croissance à venir. Et, contrairement à de nombreuses villes primaires aux prises avec le poids d'une population nombreuse, les investissements dans les infrastructures des villes intermédiaires peuvent avoir lieu avant la colonisation. Si cela est fait, cela permet d'éviter les coûts financiers, politiques et sociaux substantiels de la modernisation. Mais cela nécessite un financement initial important. Pourtant, lever ce financement initial ainsi que les revenus nécessaires pour le rembourser est un défi. Bon nombre des options disponibles pour les villes intermédiaires lorsqu'il s'agit de générer des revenus locaux sont les mêmes que pour toutes les villes.

Il s'agit par exemple des réformes administratives visant à améliorer l'efficacité et l'efficacité de la collecte des taxes et redevances. Ces réformes comprennent la mise à jour des rôles des contribuables ou la rationalisation des systèmes de paiement. L'avantage de ces types de réformes est qu'elles relèvent généralement de la compétence de la ville. Et une ville n'a pas nécessairement besoin d'obtenir les approbations d'autres niveaux de gouvernement.

Mais il y a un inconvénient majeur. L'augmentation des revenus de ces types de réformes administratives est limitée en fonction de l'efficacité atteinte.

Les villes peuvent également se concentrer sur des réformes pour modifier la composition de ce qu'elles peuvent collecter. Cela inclut les types de taxes et de frais, leurs taux et auprès de qui ils doivent les percevoir. De telles réformes nécessitent généralement des modifications des lois et des réglementations. Cela les rend plus longs et plus onéreux à mettre en œuvre.

Il existe également des opportunités particulièrement pertinentes pour les villes intermédiaires. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne la capture de la valeur foncière. L'un des atouts les plus importants pour toutes les villes est le terrain sur lequel elles sont situées. Pour certaines villes, les terrains peuvent représenter 90 % de leur actif total. Le processus d'urbanisation se traduit par une raréfaction des terrains à mesure que les personnes et les entreprises commencent à s'installer dans les villes.

L'un des moyens pour ces villes de capter la valeur des terres consiste à planifier correctement l'expansion urbaine. La modification ou l'adoption de nouveaux plans de gestion de l'utilisation des sols, et l'impact qui en résulte sur la valeur des terres, peuvent constituer une source majeure de revenus pour une ville.

Une autre opportunité majeure consiste à exploiter le potentiel des transferts de fonds. Les recherches sur l'impact des envois de fonds sur les villes secondaires en Afrique sont encore rares. Néanmoins, les données provenant d'Amérique latine et des Caraïbes montrent que la majorité de ces flux se dirigent vers les villes et villages secondaires. Pour exploiter les envois de fonds comme source de financement, les villes doivent disposer de structures permettant l'absorption des fonds, ainsi que leur utilisation dans l'économie globale.

À court terme, les flux fiscaux intergouvernementaux resteront une part importante des budgets des villes intermédiaires. Cela signifie que trouver des moyens d'aider les gouvernements nationaux à améliorer et à stabiliser ces flux sera essentiel pour soutenir les investissements avant la colonisation.

Dans le même temps, il est essentiel de réduire la dépendance à l'égard de ces flux fiscaux intergouvernementaux en recherchant des moyens d'augmenter la génération de revenus propres des villes intermédiaires. Ceci est essentiel pour assurer la durabilité globale à plus long terme de ces villes intermédiaires et en particulier de leurs infrastructures et services publics, et ainsi libérer le dividende urbain pour l'ensemble du pays du processus d'urbanisation.

Junior AREDOLA

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Journées Portes ouvertes

La Banque mondiale et le Togo célèbrent leur partenariat

La Cheffe du gouvernement togolais Victoire Tomégah-Dogbé et la directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Togo, le Bénin, la Côte d'Ivoire et la Guinée, Coralie Gevers ont lancé le jeudi 23 juin 2022, à Lomé, les journées portes ouvertes sur les opérations du Croupe de la Banque mondiale au Togo.

• Bernard AFAWOUBO

Célébrer le partenariat entre le Togo et le Groupe de la Banque mondiale, partager les résultats des projets financés et permettre aux visiteurs d'échanger avec les acteurs et bénéficiaires des projets. Tel est le but visé par les journées portes ouvertes de la Banque mondiale au Togo. Au cours des deux jours que vont durer ces journées portes ouvertes, il sera également question de partager les leçons apprises et les connaissances tirées des études analytiques menées par la Banque mondiale sur le Togo. A en croire Coralie Gevers, Directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Togo, le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Togo a accompli des progrès économiques et sociaux importants ces dernières années grâce aux réformes et investissements consentis dans des secteurs importants. Le

Groupe de la Banque mondiale est satisfait de contribuer aux transformations en cours dans le pays et va continuer à accompagner les efforts du gouvernement dans la lutte contre la pauvreté et la promotion de la prospérité partagée. « Ces journées portes ouvertes permettront au grand public de venir toucher du doigt les résultats et d'interagir avec les acteurs et bénéficiaires directs des projets que nous finançons et qui appuient la mise en œuvre de la Feuille de Route Gouvernementale » a-t-elle indiqué. Selon Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République togolaise et gouverneur de la Banque mondiale pour le Togo, le Groupe de la Banque mondiale est l'un des partenaires stratégiques du Togo, avec un apport de plus de 20% au capital total des partenaires techniques et financiers du Togo. Son ap-



port a permis de réaliser des investissements importants et de mener des réformes majeures qui ont produit de bons résultats. « La mise en œuvre des projets financés par le Groupe de la Banque mondiale a significativement contribué à la croissance soutenue de ces dernières années et à la résilience du Togo face

aux chocs » a-t-elle déclaré.

917,5 millions de dollars pour 19 projets répartis

Au Togo, le portefeuille de la Banque mondiale s'élève actuellement à 917,5 millions de dollars couvrant au total 19 projets répartis sur plusieurs secteurs notamment l'éduca-

tion, la santé, la protection sociale, l'agriculture, l'environnement, l'énergie, digitale, l'infrastructure et transport. Les engagements de la Société financière internationale au Togo s'élèvent 324 millions de dollars. Les interventions du Groupe de la Banque mondiale au Togo reposent sur le Cadre de

partenariat pays (CPP 2017-2022) et appuient la mise en œuvre de la Feuille de Route Gouvernementale. Avec la gouvernance comme thème transversal, le CPP est structuré autour de 3 principaux axes que sont la performance du secteur privé et création d'emploi ; la prestation de services publics inclusifs pour renforcer le capital humain, et la durabilité et résilience environnementale. Plusieurs activités sont programmées lors de ces journées. La foire des actions et produits des 19 projets novateurs qui composent le portefeuille de la Banque mondiale au Togo, des discussions autour de récentes études analytiques, ainsi que interventions de la Société financière internationale (IFC), la filiale du Groupe de la Banque mondiale qui appuie le développement du secteur privé.



Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Financement des entreprises

Le WBAF outille les entrepreneurs et investisseurs à Lomé

“L'ère post-covid-19 comment transformer notre business” c'est le thème central de la rencontre organisée le 22 juin 2022 à Lomé, par le World business angels investment forum (WBAF).



● Eyram AKAKPO

Ce forum qui a rassemblé en hybride les acteurs de l'écosystème entrepreneurial et des investissements au Togo, a pour but de faire connaître le rôle des business angels dans le financement des entreprises. La rencontre qui a suscité un intérêt capital auprès des entrepreneurs présents, vise à améliorer les connaissances et apprendre au Start up comment se positionner étant donné qu'il y a des investisseurs qui ont l'argent. « Il faut que l'entreprise soit aussi prête. Ce n'est pas le financement qui manque. C'est la préparation pour recevoir les fonds et aussi pour bien gérer qui cause problème. Donc, le rôle des business angels

dépasse celui de la banque », a indiqué Igé Olatokunbo, représentante pays du WBAF. Dans son discours intitulé “Le Togo, le secret le mieux gardé d'Afrique”, la ministre en charge de la promotion des investissements, Kayi Rose Mivedor, a partagé les informations nécessaires sur l'investissement au Togo. Ceci inclut les domaines d'investissement prioritaires et les efforts du gouvernement pour encourager et soutenir les PME. « Pour promouvoir les investissements au Togo, un cadre institutionnel est mis en place avec l'Agence de promotion des investissements et de la zone franche (API-ZF) qui est disponible pour accompagner les investisseurs sur tout leur parcours, de la phase de

prospection jusqu'à l'exploitation », a indiqué Kayi Rose Mivedor. Deux panels axés sur les thèmes : « De Start-Up à Scale Up : gérer la transition », « Les PME ont besoin de financement : rôle des banques, des VC et des mécanismes nationaux de soutien » ont marqué la rencontre. Le dernier s'est concentré sur les différents rôles des acteurs financiers et des mécanismes nationaux de soutien pour la création, la mise à l'échelle ainsi que le développement pour l'impact et la durabilité des PME. Les panélistes ont partagé leurs programmes ou politiques existants ainsi que leurs perspectives dans cette ère post-covid-19. Le World Business Angels Investment Forum (WBAF) est une organisation internationale qui vise à faciliter l'accès au financement pour les entreprises, du démarrage à l'expansion jusqu'à la sortie, dans le but ultime de générer plus d'emplois et plus de justice sociale dans le monde. Elle s'engage à collaborer à l'échelle mondiale pour renforcer le développement économique mondial en créant des instruments financiers innovants pour les innovateurs, les start-ups et les PME. Il élabore un programme mondial pour accomplir cette mission avec la coopération de ses membres internationaux très dévoués.



Consommation

Les boulangers se professionnalisent en pain de mie aux farines locales

Le Ministère délégué en charge de l'enseignement technique et de l'artisanat a organisé le 14 juin 2022 à la Salle de réunion du projet PASA un atelier renforcement de capacités des acteurs de la boulangerie sur la professionnalisation de la production de pain de mie aux farines locales.

● Vivien ATAKPABEM

Le développement des chaînes de valeur du pain à base de farines locales de soja de sorgho et de manioc ne peut se faire sans les boulangeries qui produisent le Pain. De ce fait leur formation et recyclage régulier est une condition nécessaire pour permettre une bonne incorporation et un bon produit fini qui peut fidéliser les clients. C'est dans cette perspective de renforcer les capacités des artisans boulangers sur l'utilisation de farines panifiables locales que, le Directeur de Cabinet du Ministère délégué en charge de l'enseignement technique et de l'artisanat, Monsieur ASSEDI Kossi Ikélé a ouvert, ce Mardi 14 juin 2022 à 9 heures dans la Salle de réunion du projet PASA, l'atelier de partage et d'échange initié par l'ONG Organisation pour



l'Alimentation et le Développement Local (OADEL) en collaboration avec l'Institut national de la formation professionnelle et du perfectionnement (INFPP), de l'Union des chambres de métiers du Togo (UCRM) et d'autres différents acteurs concernés. Dans son allocution, le Président de l'Union des Chambres de Métiers du Togo, Monsieur ISSA Mohamed a remercié l'ensemble des acteurs impliqués dans cette formation pour leur disponibilité, Pour le Président, cette formation vient

répondre à l'une des promesses de sa mandature. Monsieur le Directeur de Cabinet, a relevé l'intérêt de cette formation au métier de producteur professionnel de pain de mie aux farines locales, qui vise à contribuer à la valorisation des produits locaux par leur transformation sur place pour encourager leur consommation. Aussi, a-t-il exhorté tous les acteurs concernés dans cette formation de mettre en place un dispositif interne pour suivre le processus de formation et la mise en œuvre afin d'en tirer profit. Car selon le Directeur de Cabinet, le pain est devenu un aliment quotidien pour tout type de consommateur et son marché est énorme. Ceci engendre plusieurs tâches nécessitant une main d'œuvre assez importante et donc de création d'emplois.



Taxe foncière

Les choses se précisent dans la commune du Golfe-1

Une opération de recensement des biens immobiliers bâtis, comme non bâtis est officiellement lancée, jeudi 23 juin 2022 dans la Commune du Golfe-1.

La cérémonie de lancement officiel s'est déroulée en présence de plusieurs autorités locales notamment, les conseillers municipaux, les Chefs traditionnels ainsi qu'une délégation des techniciens de l'Office togolais des recettes (OTR). Ce recensement qui va se dérouler pendant 30 jours, a pour objectif d'élaborer un fichier “réaliste” du foncier de la Commune Golfe-1, afin d'amener les concernés à s'ac-

quitter annuellement de la taxe foncière (TF). « Notre mission, c'est d'aller sur le terrain et de rencontrer les propriétaires ou locataires qui utilisent le bâtiment ou le domaine foncier en question, pour prendre des informations nécessaires. Et avec ces informations, nous allons constituer le fichier du foncier de la commune... C'est un travail qui est initié par la commune du Golfe-1 en collaboration avec l'OTR

donc, la finalité est fiscale. C'est pour pouvoir avoir un fichier réaliste du foncier de la Commune et les imposer à la taxe foncière », a expliqué KLOVE Dan Thomas, Agent des Impôts fonciers au centre des Impôts de Bè. La taxe foncière est un impôt local qui permet aux communes de disposer de ressources nécessaires pour leur développement et le bien-être de leur population.

©AfreePress

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE
.....
La Commission
.....



AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 017/2022/AO/COM/UEMOA

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la sélection d'un prestataire en vue de la réalisation d'un film documentaire et des spots promotionnels sur les attraits touristiques de la destination UEMOA.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé en vue de la réalisation d'un film documentaire et des spots promotionnels sur les attraits touristiques de la destination UEMOA.
3. Les prestations sont regroupées en un seul lot
4. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les sociétés spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises pour la réalisation et de la diffusion d'un film documentaire sur la politique communautaire de la concurrence, objet du présent appel d'offres.
5. Le délai d'exécution du contrat est de quatre (04) semaines.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- une quittance d'achat du dossier d'appel d'offres ;
- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois (03) mois ;
- une attestation originale ou certifiée conforme, justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation originale ou certifiée conforme de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
- Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

La non-production d'une pièce administrative ou sa non-validité ne conduit pas à l'élimination de l'offre du soumissionnaire. Cependant, ladite pièce doit être produite avant l'attribution du marché.

6. Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessous :

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers**

Personnes à contacter :

- **M. Brice SIB** Tel.: +226 25 31 86 40 poste 87 30, Email : bsib@uemoa.int
- **M. Donikpo KONE**, Email : dkone@uemoa.int

7. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres dans les bureaux de Représentation de l'UEMOA où à la Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières (DACM) de la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) Francs CFA au profit de la Direction de la Trésorerie et de la Comptabilité (DTC).
8. Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le mardi 12 juillet 2022 à 9 h 30, heure locale**, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de cinq cent mille (500 000) FCFA. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.
9. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture
10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie dudit appel d'offres.

**Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet,**


Alfoune THIOUNE

TRANSPORT AERIEN AU SEIN DE L'ESPACE UEMOA

4^{ème} réunion du Comité de Coordination du PRDTA à Ouagadougou

Les travaux de la 4^e réunion du Comité de Coordination du Programme Régional de Développement du Transport Aérien (PRDTA) ont démarré ce mardi 21 juin 2022 à Ouagadougou.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Ministre des Transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière du Burkina Faso, Mahamoudou ZAMPALIGRE, en présence du Commissaire en charge du Département du Marché Régional et de la Coopération, Michel Filiga SAWADOGO, assurant l'intérim de son collègue du Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des transports. Cette rencontre se tient à un moment où le secteur aéronautique mondial a été fortement ébranlé par la pandémie de la Covid-19. Le Ministre burkinabè a tenu « à saluer vivement la Commission de l'UEMOA qui a joué un rôle de premier plan en prenant d'une part des initiatives pour mettre en place des mesures de sauvegarde, d'atténuation et de riposte face à cette crise sanitaire sans précédent et d'autre part pour harmoniser les pratiques et procédures en vue de la relance du transport en général et du transport aérien en particulier ». Pour sa part, le Commissaire SAWADOGO a rappelé les résultats obtenus par le PRDTA depuis son adoption le 27 juin 2002. « Le PRDTA, visant à faire



face à ces difficultés que rencontrent le secteur des transports aériens a entrepris des actions au profit notre zone qui sont entre autres l'adoption de textes communautaires du transport aérien, les missions d'assistance ou d'audit dans les Etats membres pour permettre de relever le niveau de mise en œuvre des normes de sûreté et de sécurité de l'aviation civile. La mise en œuvre du PRDTA a également permis de commanditer des études » dira-t-il. Au cours de leurs travaux, les participants échangeront sur la relance du transport aérien dans la sous-région dans un contexte post Covid-19, ainsi que sur les termes de référence de l'étude de faisabilité de la création d'une compagnie aérienne régionale ou encore le canevas de renseignement

des statistiques de transport aérien entre autres. Les experts en aéronautique des Etats membres et les cadres de la Commission participent aux travaux qui prennent fin le 24 juin 2022. Pour rappel, le PRDTA a pour objectif de contribuer à la mise en place d'infrastructures économiques et fonctionnelles et d'accroître la performance des Etats membres par une meilleure appropriation des réformes et politiques communautaires du transport aérien. Il vise particulièrement à rendre les aéroports conformes, tant du point de vue des infrastructures et équipements, qu'au niveau des normes et pratiques recommandées par l'OACI en matière de sécurité et de sûreté.

Avec uemoa.int

Partis au pouvoir en Afrique

La Chine finance à 40 millions \$ une école de formation des futurs dirigeants

Mwalimu Julius Nyerere Leadership School a accueilli début juin, sa première promotion composée de 120 étudiants amenés à accéder aux plus hautes responsabilités au sein des partis au pouvoir dans six pays africains.

Le Parti communiste chinois a financé une école dédiée à la formation des futurs dirigeants des partis au pouvoir en Afrique, à hauteur de 40 millions de dollars, a rapporté le quotidien South China Morning Post, le mardi 21 juin. Baptisée Mwalimu Julius Nyerere Leadership School, elle a été implantée à Kibaha, une ville située à 40 km à l'ouest de la capitale tanzanienne, Dar es Salam. L'école a été construite par les partis au pouvoir de six pays africains que sont : la Tanzanie, l'Afrique du Sud, le Mozambique, le Zimbabwe, la Namibie et l'Angola. Le financement additionnel qui permettra son fonctionnement sur le long terme a été assuré par le Parti Communiste chinois par l'intermédiaire de son département de liaison internationale, la section chargée de promouvoir l'idéologie communiste chinoise à l'étranger et la diplomatie partisane. Mwalimu Julius Nyerere Leader-



ship School a accueilli début juin, sa première promotion composée de 120 étudiants originaires de ces six pays. Ils sont tous des cadres amenés à accéder aux plus hautes responsabilités au sein des partis au pouvoir. Dans une lettre adressée à cette première promotion de l'établissement, le président chinois, Xi Jinping, qui occupe aussi le poste de secrétaire général du Parti Communiste chinois, a formé le vœu de voir les futurs dirigeants des partis au pouvoir africains « contribuer activement au renforcement de l'amitié Chine-Afrique et faire progresser la coopération bilatérale ». A l'instar de nombreux pays d'Afrique australe, la Tanzanie a été fortement influencée

par le maoïsme et l'idéologie communiste chinoise dans les années 1960 et 1970, sous le règne du président Julius Kambarage Nyerere. Cinq décennies plus tard, les échos du socialisme chinois se font encore entendre dans le pays comme dans de nombreux autres en Afrique. Des partis au pouvoir cherchent à s'inspirer du modèle de gouvernance économique et politique chinois, en permettant notamment à leurs dirigeants de participer à des « voyages d'études » en Chine à l'invitation de Pékin, selon South China Morning Post. Le Parti Communiste chinois a établi des relations avec 110 partis politiques dans 51 pays africains, d'après un « livre blanc » publié par Pékin lors du 8^e Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) tenu en novembre 2021, à Dakar, au Sénégal.

Avec Agence Ecofin

Afrique

Standard Chartered lance «Anca» pour la promotion de l'économie verte

Face aux conséquences du changement climatique en Afrique, la banque britannique Standard Chartered lance une plateforme de financement du développement durable. L'Alliance pour le capital naturel africain (Anca) vise à accélérer la mise en œuvre des objectifs du développement durable (ODD) des Nations unies à l'échelle du continent africain.

Dans le cadre de sa stratégie de développement durable, la banque britannique Standard Chartered lance l'Alliance pour le capital naturel africain (Anca), une nouvelle plateforme dont le but est de promouvoir la croissance économique durable à l'échelle du continent africain. Initiée en partenariat avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), l'Anca sera mise en œuvre grâce au soutien du Fund Sector Deepening (FSD) Africa, une agence de développement du secteur financier financée par le Royaume-Uni et basée à Nairobi au Kenya. Le ministre ghanéen de l'Environnement, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (Mesti) participera également à la réalisation des

objectifs de l'Anca. « L'Alliance agira comme un forum de collaboration dirigé par l'Afrique afin de mobiliser la réponse de la communauté financière aux risques et opportunités liés à la nature à travers le continent, en déplaçant les flux financiers des activités destructrices pour une croissance économique durable », indique la banque dirigée par Bill Winters.

Investir dans l'économie verte

Parmi les effets du changement climatique figure la sécheresse qui accélère la dégradation des terres et les inondations qui affectent les ressources de nombreuses populations, principalement en Afrique de l'Ouest. « Le continent atteint un point de basculement, et l'inaction pour préserver et réhabiliter

son capital naturel conduira à un effondrement rapide de la biodiversité », rappelle Lina Osman, responsable Afrique de l'Ouest de la Finance durable chez Standard Chartered. Pour sa part, Mark Napier, le PDG de FSD Africa souligne l'importance de la synergie entre les entreprises, les régulateurs et les décideurs politiques dans la réalisation de ce projet qui vise une mobilisation de 300 milliards de dollars d'ici à 2030. Par ailleurs, Standard Chartered envisage la neutralité carbone dans ses opérations d'ici 2030. L'institution financière active dans plusieurs pays africains s'engage à fournir de l'énergie propre à 1 milliard de personnes sur le continent.

Avec afrik21

Investissements

Les fonds souverains africains veulent contribuer à attirer plus de capitaux

Cette semaine, un Forum africain des investisseurs souverains (ASIF) tient sa première rencontre au Maroc. Alors que l'Afrique est considérée comme un continent plein d'opportunités, celles-ci restent largement sous-financées. Une tendance que souhaitent inverser les investisseurs du continent.

Le lundi 20 juin, Rabat, la capitale du Maroc, a accueilli les délégations de plusieurs fonds souverains africains et étrangers, dans le cadre du Forum africain des investisseurs souverains (Africa Sovereign Investors Forum, ASIF). L'événement a été l'occasion pour les responsables présents de réaffirmer leurs intentions de promouvoir l'investissement en Afrique en attirant plus de capitaux. L'initiative lancée par le Fonds d'investissement marocain, Ithmar Capital, a permis de réunir plusieurs fonds souverains africains basés en Angola, à Djibouti, en Egypte, en Ethiopie, au Gabon, au Ghana, au Maroc, au Nigeria, au Sénégal et au Rwanda. L'objectif principal du forum qui en est à sa première édition, est de fédérer les membres de l'ASIF autour des principaux enjeux de développement sur le continent, notamment dans des secteurs encore sous-financés tels que le climat, les infrastructures et la logistique. Pour ce faire, des protocoles d'accords ont été signés entre les fonds souverains africains présents et leurs homologues originaires des pays du Golfe, à savoir : Abu Dhabi Investment Authority,



la holding ADQ et la Kuwait Investment Authority (KIA). Bien que les détails des accords n'aient pas été révélés, ceux-ci devraient permettre aux nouveaux partenaires de l'ASIF, « d'explorer de nouvelles opportunités » d'investissement en Afrique. En 2021, l'Afrique a enregistré 83 milliards \$ d'investissement directs étrangers (IDE). Ce qui représente une hausse de 113% par rapport à l'année précédente, selon la CNUCED. Malgré ce montant record, le continent reste derrière les autres en matière d'attractivité. En dépit de leur forte croissance, les flux d'IDE vers l'Afrique n'ont représenté que 5,2% des flux enregistrés à l'échelle mondiale contre 4,1% en 2020. Une situation qui, couplée aux autres problèmes de financement du continent, pousse ses dirigeants à multiplier les initiatives

pour promouvoir les investissements dans leurs pays. « Nous sommes convaincus que les défis que connaissent de nombreux secteurs aujourd'hui sont en réalité des opportunités. Des opportunités de faire des sauts de développement considérables, rendus possibles par les avancées, notamment en termes de productivité dans l'agriculture, d'accès à l'information, de bancarisation numérique, de soins et d'enseignement à distance », a ainsi déclaré le roi Mohammed VI dans son discours d'ouverture du Forum. Et d'ajouter : « notre continent a besoin de l'apport d'une véritable industrie africaine de l'investissement, à même de garantir une mobilisation massive et pérenne de capitaux et d'assurer une intégration effective aux marchés financiers ».

Avec Agence Ecofin

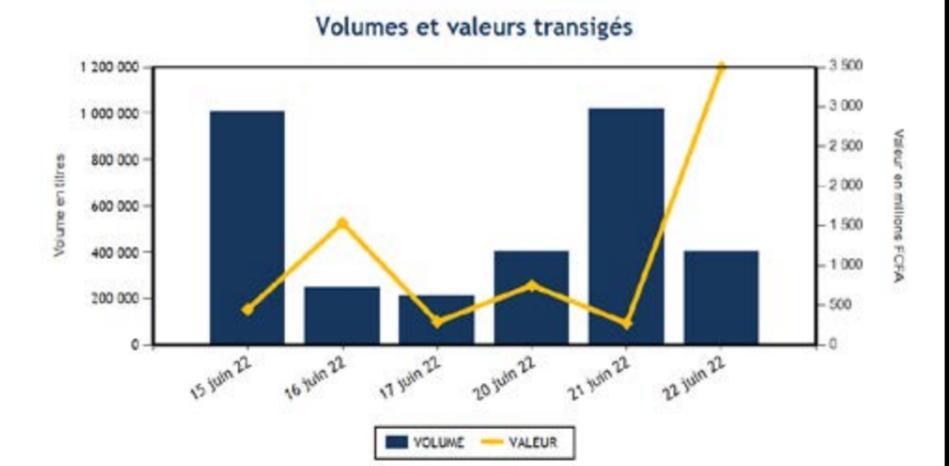
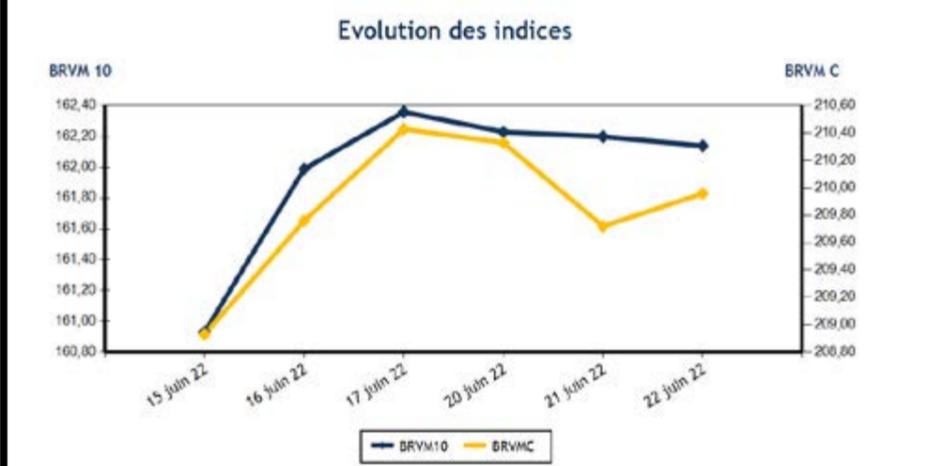
BRVM 10	162,14
Variation Jour	↓ -0,04 %
Variation annuelle	↑ 5,62 %



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 118 mercredi 22 juin 2022 Site : www.brvm.org

BRVM Composite	209,96
Variation Jour	↑ 0,11 %
Variation annuelle	↑ 3,80 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 320 291 207 882	0,12 %
Volume échangé (Actions & Droits)	102 695	-89,92 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	493 990 178	82,73 %
Nombre de titres transigés	39	-4,88 %
Nombre de titres en hausse	15	66,67 %
Nombre de titres en baisse	10	-28,57 %
Nombre de titres inchangés	14	-22,22 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 763 817 528 756	0,29 %
Volume échangé	302 105	69 190,14 %
Valeur transigée (FCFA)	3 000 468 050	68 655,00 %
Nombre de titres transigés	15	114,29 %
Nombre de titres en hausse	5	
Nombre de titres en baisse	5	0,00 %
Nombre de titres inchangés	5	150,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 400	6,46 %	-5,72 %
SICOR CI (SICC)	12 135	5,38 %	137,01 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	900	4,05 %	-24,37 %
TOTAL CI (TTLC)	2 300	3,84 %	9,52 %
SMB CI (SMBC)	7 300	2,10 %	5,80 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	920	-7,07 %	8,24 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	700	-5,41 %	-8,50 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	875	-2,78 %	-8,85 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 500	-1,43 %	-11,08 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 465	-1,01 %	-16,29 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	117,28	0,39 %	6,51 %	6 073	35 921 450	27,86
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	468,02	-0,52 %	4,27 %	10 074	111 204 500	9,55
BRVM - FINANCES	15	77,70	0,13 %	0,74 %	38 766	114 928 383	7,42
BRVM - TRANSPORT	2	438,36	0,27 %	-29,54 %	1 041	1 873 800	7,03
BRVM - AGRICULTURE	5	345,47	-0,10 %	41,99 %	31 037	200 545 615	6,42
BRVM - DISTRIBUTION	7	382,66	2,31 %	-6,08 %	15 486	29 190 860	30,40
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 863,16	-0,66 %	106,85 %	218	325 570	18,13
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,41	
Taux de rendement moyen du marché	6,06	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,05	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 272 708,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 604 499 728,08	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	5,98	
Ratio moyen de satisfaction	16,47	
Ratio moyen de tendance	275,52	
Ratio moyen de couverture	36,29	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	5,99	
Nombre de SGI participantes	26	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Agriculture

Les prix du blé baissent sur les marchés

Entre spectre de récession et prévisions de récoltes rassurantes, les prix du blé affichent un repli mesuré mais bien réel.

Les prix des céréales reculent sur les marchés, inquiets de perspectives sombres sur la croissance économique mondiale et pour l'instant plutôt sereins quant aux prévisions de récoltes de l'été. Le cours du blé a chuté à 372,5 euros la tonne sur Euronext, mardi, retrouvant pratiquement son niveau d'il y a deux mois, loin de son record du 16 mai (438,25 euros la tonne). Le colza, monté jusqu'à 880 euros la tonne fin avril, est repassé mercredi, en séance sous la barre des 700 euros. «On est face à l'angoisse de la crise, sur des marchés qui ont tapé des plus hauts et qui commencent à redescendre, dans l'attente de la nouvelle récolte», a déclaré à l'AFP, Gautier Le Molgat, analyste à Agritel. Les rendements – en baisse de 4,7% par rapport à 2021 en blé tendre dans l'UE, selon les dernières estimations de la Commission – «seront un peu moins bons que l'an dernier, mais il est beaucoup trop tôt pour acter quoi que ce soit», affirme-t-il. Côté américain, «les prévisions sont moins menaçantes», selon Jason Roose d'US Commodities: «Avec les États-Unis et l'Amérique du Sud, avec les approvisionnements mondiaux tels qu'ils se présentent, les stocks mondiaux pourraient être les plus élevés de l'histoire». La vague de chaleur en France et dans l'ouest de l'Europe est arrivée à un moment où le blé était déjà avancé et ne devrait pas avoir trop souffert, les prévisions météo en Australie sont bonnes et la chaleur sur la «Corn Belt» américaine a permis de réchauffer un sol trop froid pour les semis: ces facteurs, plutôt rassurants à ce stade, ont favorisé une correction sur les marchés. Pour Dewey Strickler, d'Ag Watch Market Advisors, «le blé est en baisse notamment parce



● Le cours du blé a chuté. AFP

que la Russie a augmenté sa production, estimée à environ 89,2 millions de tonnes, ce qui serait un record». Une estimation jugée «très optimiste» par Agritel.

80% des terres semées en Ukraine

«On voit aussi un marché plutôt rassuré par le fait que la situation n'a pas empiré sur le front ukrainien, malgré l'absence d'avancées sur d'éventuels corridors maritimes pour sortir des grains du pays», souligne Damien Vercambre, courtier au cabinet Inter-Courtage. Les analystes estiment entre 1,5 et 1,7 million de tonnes les quantités de grains (tous produits confondus) qui sortent désormais chaque mois d'Ukraine par la route et le rail, soit toujours 5 à 6 fois moins qu'auparavant. L'urgence pour Kiev reste d'évacuer ses derniers stocks pour pouvoir accueillir la nouvelle récolte. «Au début, nous pensions qu'ils allaient semer seulement 20% de leurs récoltes en Ukraine, puis seulement 40%, maintenant il semble que 80% de la récolte ait été semée», souligne Jason Roose. «Maintenant la question est de savoir s'ils vont pouvoir sortir ces récoltes.» Après des visites d'État en Ukraine, des réunions au niveau européen et des échanges entre Kiev

et l'Union africaine, «on sent qu'il y a quand même une volonté de faciliter le business et le marché en tient compte», estime M. Le Molgat. Dans un contexte toujours volatil, les acheteurs reviennent timidement, espérant des prix plus raisonnables: l'Algérie aurait acheté cette semaine environ 600'000 tonnes de blé tendre d'origines optionnelles et la Tunisie a lancé un appel d'offres pour 75'000 tonnes de blé meunier et 50'000 tonnes d'orge fourragère, rapporte Inter-Courtage. Côté oléagineux, la baisse des cours est aussi sensible, après la reprise des exportations d'huile de palme indonésienne et à la faveur du repli des prix du pétrole – soja, colza ou huile de palme étant valorisés en agrocarburants – et d'une moindre demande chinoise pour le soja du fait des confinements. Sur Euronext, vers 13H10 GMT mercredi, le blé tendre se vendait à 374 euros la tonne pour livraison en septembre et le maïs à 325 euros pour août. Le colza plongeait à 695,75 euros pour août. À la Bourse de Chicago, peu avant l'ouverture, le prix du blé de variété SRW atteignait 9,8325 dollars le boisseau et le maïs 7,57 dollars pour des livraisons en juillet. Le soja s'affichait à 16,6575 dollars.

(AFP)

Economie

EasyJet exerce une option pour l'achat de 56 avions A320neo

Cela représente quelque 6,5 milliards de dollars. Ces nouveaux avions consomment 15 à 25% de carburant en moins, et permettent de transporter plus de passagers.

La compagnie aérienne EasyJet a annoncé mardi, qu'elle allait exercer une option d'achat avec l'avionneur européen Airbus qui va lui fournir 56 avions A320neo, ce qui représente au prix catalogue de 2018 quelque 6,5 milliards de dollars. Le transporteur britannique explique toutefois que le prix payé est «bien moins élevé» grâce à des rabais obtenus auprès d'Airbus, dans le cadre d'un

contrat de 2013. Les 56 A320neo devraient être livrés entre 2026 et 2029, et les 18 A321neo entre 2024 et 2027. L'accord «conditionnel» annoncé mardi, prévoit aussi la conversion de 18 appareils A320neo en A321neo, selon le communiqué. «L'achat proposé renforce le carnet de commandes d'easyJet avec Airbus jusqu'en 2028 et poursuit le rajeunissement de la flotte» de la compagnie «low cost», avec le retrait

progressif de A320 plus anciens ou de A319, détaille le communiqué.

Moins de carburant

EasyJet souligne que ces nouveaux avions consomment 15 à 25% de carburant en moins, et permettent de transporter plus de passagers, ce qui offre des avantages tant économiques qu'environnementaux, selon le communiqué.

(AFP)

Elon Musk

La question des «faux utilisateurs» bloque le rachat de Twitter

Le multimilliardaire estime qu'il reste «quelques problèmes non résolus» dans son projet de rachat de Twitter.

Le multimilliardaire Elon Musk a estimé mardi qu'il restait «quelques problèmes non résolus» dans son projet de rachat de Twitter pour 44 milliards de dollars, notamment la question «très importante» du nombre de faux utilisateurs sur le réseau social.

«Faux comptes»

«Il reste quelques problèmes non résolus», a déclaré Elon Musk pendant le Qatar Economic Forum à Doha, où il est apparu en visioconférence, mais n'a pas souhaité trop s'étendre sur le sujet «sensible» du rachat de Twitter. Selon lui, le réseau social estime le nombre de faux comptes et de spams à moins de 5% des utilisateurs actifs quotidiens, ce que l'entrepreneur met en doute. «Nous attendons toujours un règlement sur cette question qui est très importante», a martelé le patron de Tesla et de SpaceX, alors que Twitter a finalement accepté début

juin de lui fournir les informations nécessaires sur ce sujet. La dette de Twitter et le vote favorable des actionnaires font également partie des points à résoudre, a-t-il ajouté.

Liberté d'expression

Elon Musk souhaite que 80% de la population nord-américaine et la moitié du monde rejoigne le réseau social et reconnaît qu'il ne faut donc pas que ce soit «un espace sur lequel les gens se sentent mal à l'aise ou harcelés». C'est là qu'entre en jeu sa conception de la liberté d'expression, «différente de l'accès libre» aux contenus. «L'approche de Twitter devrait être de laisser les gens dire ce qu'ils veulent dans les limites de la loi et de limiter qui voit quoi selon les préférences des utilisateurs», a-t-il plaidé. Si son projet de rachat aboutit, Elon Musk souhaite «piloter le produit» Twitter, comme il le fait chez Tesla et SpaceX, sans nécessairement avoir le

titre de PDG.

Election présidentielle

Le multimilliardaire a également précisé les chiffres publiés dans les médias début juin sur une possible baisse d'effectifs chez Tesla, annonçant que le nombre d'employés devrait diminuer d'environ 3,5% dans les trois prochains mois avant de recommencer à augmenter dans un an. A propos de l'élection présidentielle américaine de 2024, l'entrepreneur a indiqué qu'il n'avait pas décidé qui soutenir mais qu'il pensait investir entre 20 et 25 millions de dollars dans la campagne du candidat sur lequel se porterait son choix. Elon Musk a précédemment dit qu'il penchait pour le gouverneur républicain ultra-conservateur de Floride, Ron DeSantis.

(AFP)

UE

Bruxelles et des ONG inquiets du retour au charbon

L'annonce d'un recours accru au charbon en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas, suscite l'inquiétude de la Commission européenne et d'organisations de défense de l'environnement.

Bruxelles et des ONG pointent le risque d'un déraillement des ambitions climatiques de l'UE. «Il faut s'assurer que nous profitons de cette crise pour aller de l'avant» dans la transition énergétique, «sans retour en arrière vers les combustibles fossiles polluants», a déclaré la cheffe de l'exécutif européen, Ursula von der Leyen, dans un entretien à plusieurs médias européens, publié mardi. Elle réagissait à la récente annonce d'un recours accru au charbon en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas. «L'équilibre est délicat à trouver, il n'est pas écrit que nous prendrons la bonne direction», a-t-elle mis en garde. Les Pays-Bas ont décidé, lundi, la levée complète des restrictions de production électrique au charbon, tandis que Berlin et Vienne ont annoncé dimanche, y recourir davantage, pour compenser la chute des livraisons de gaz russe à l'Europe. «C'est une mauvaise option, conséquence d'une décennie de retard et de négligence, les États ont continué à miser sur les énergies fossiles plutôt que d'investir suffisamment dans les renouvelables», observe Neil Makaroff, de Réseau Action Climat (RAC), une fédéra-



tion d'ONG environnementales. «Le risque est de substituer une dépendance à une autre, d'importer du charbon colombien ou australien, du gaz naturel liquéfié américain ou qatari, pour remplacer les hydrocarbures russes», a-t-il expliqué à l'AFP, s'inquiétant que «ces reculs de court terme deviennent des reculs structurels». «C'est préoccupant, même s'il ne s'agit pas de nouveaux investissements dans le charbon mais plutôt de rouvrir ou d'utiliser davantage des centrales existantes. Cela doit rester aussi temporaire que possible», abonde Sam Van den Plas, de l'ONG Carbon Market Watch. «L'enjeu, c'est comment ces pays resteront capables de respecter leurs plans d'élimination progressive du charbon» et leur trajectoire de réduction d'émissions de CO2, car «s'il y a davantage d'émissions sur

la combustion du charbon, d'autres industries devront réduire davantage les leurs», insiste-t-il. Surtout, note-t-il, cette «solution charbon» ne doit pas inciter à lever le pied sur «l'investissement dans les renouvelables, le stockage, l'efficacité énergétique, la réduction de la demande». «Vouloir que le charbon nous sauve d'une crise causée principalement par les combustibles fossiles, c'est cogner sa tête contre un mur pour soigner une migraine», s'agace Mark Breddy, responsable de la communication de Greenpeace Europe. Selon lui, la priorité doit être de réduire drastiquement les besoins en électricité, car «d'énormes quantités d'énergie sont gaspillées, de l'industrie à l'agriculture, des transports aux logements» mal isolés.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Foire Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique	13-19 Juin 2022	Sénégal	https://www.oic-oci.org/home/?lan=fr
AFRICA CEO FORUM	13-14 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://lc.cx/mw9vbW
17 ^{ème} Foire Commerciale de l'OCI	13-19 juin 2022	Dakar Sénégal	Néant
Assemblées annuelles Afreximbank	15-18 juin 2022	Caire, Égypte	www.afreximbank.com
Business forum	16-17 juin 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	Néant
Benin Investment Forum	23-24 Juin 2022	Cotonou, Bénin	https://www.cci.bj/
Foire international africaine	22-26 juin 2022	France	https://www.la-fia.com/
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	https://www.agroforestry2022.org/fr
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/

HOROSCOPE finance

Bélier Vos finances ne connaîtront pas de variations noires. Avec l'appui de la planète Pluton, elles se porteront de manière tout à fait satisfaisante. Vous serez convaincant dans vos négociations et transactions, faisant preuve parfois même d'un flair remarquable.

Taureau La chance pourra enfin être au rendez-vous et gonfler votre escarcelle. Alors, pour une fois, jouez sans complexes les têtes brûlées pour doper votre moral. Offrez-vous cet objet que vous convoitiez depuis si longtemps. Faites le voyage dont vous avez toujours rêvé. Mais, quoi que vous fassiez, ménagez-vous quand même une position de repli en cas de problème.

Gémeaux Avec Saturne, l'astre de la restriction et des épreuves, en aspect dysharmonique, vous commencerez à trouver que vos revenus stagnent vraiment trop. Mais ne vous découragez pas : vos efforts sont en train de porter leurs fruits. Même si vous avez encore du mal à organiser votre budget, patience, vous allez bientôt pouvoir trouver un meilleur équilibre et oublier vos soucis.

Cancer Evitez aujourd'hui les procédures coûteuses ainsi que les coups de tête, qui pourraient s'avérer désastreux pour vos finances. Les personnes âgées seront de bon conseil en la matière, et pourront vous apporter un soutien matériel utile.

Lion Mars en cet aspect vous incitera fermement à mettre votre comptabilité à jour. Vous seriez d'ailleurs bien inspiré de suivre ses conseils, car si vous ne le faites pas spontanément, c'est votre banquier qui finira par vous rappeler à l'ordre. La gestion n'est certes pas ce qui vous passionne le plus, mais un petit effort dans ce sens vous sera utile. Vous n'allez peut-être pas réduire vos dépenses, mais savoir où vous en êtes vous évitera quelques déboires.

Vierge Le Soleil en aspect favorable vous incitera à bien gérer l'organisation de votre budget. Vous avez contracté des emprunts ? Vous pourrez cette fois les renégocier dans de meilleures conditions et à des taux plus intéressants. Vous avez placé vos économies ? Peut-être auriez-vous intérêt à faire évoluer vos placements et prendre davantage de risques.

Balance Votre flair financier sera pour une fois pris en défaut. Ne vous fiez surtout pas à vos intuitions, elles vous feraient faire une grosse bêtise. Evitez les endettements, vous ne pourriez pas y faire face !

Scorpion Le domaine financier sera en principe sans histoire. Mais attention : la présente configuration de Pluton pourra avoir un impact déstabilisant sur votre comportement. Cette planète est en effet spécifiquement liée à l'argent et, lorsqu'elle est, comme c'est le cas cette fois, mal aspectée, elle a tendance à nous souffler des comportements excessifs. Fuyez donc les achats ruineux !

Sagittaire En principe, le secteur argent devrait être calme. Cependant, compte tenu d'un contexte astral général relativement bénéfique, la chance pourrait bien se manifester. Votre grande famille pourrait envisager une donation en votre faveur, ce qui vous permettrait, plus tôt que prévu, de devenir propriétaire d'un appartement ou d'une maison. Avant de vous lancer dans un projet qui demande réflexion, faites vos comptes sérieusement.

Capricorne Les finances seront protégées, et votre situation matérielle ira en s'améliorant si vous acceptez de reconnaître vos erreurs passées. Ne vous acharnez pas sur des projets fumeux dans l'espoir de récupérer votre mise.

Verseau Vous devrez vous méfier des propositions financières qui vous seront faites ce jour. Il y aura vraisemblablement des embrouilles, là-dessous. Et si vous vous laissez embringer, vous risquez d'être entraîné dans une aventure catastrophique.

Poissons Sous l'impulsion de Mars mal aspecté, vous éprouverez une envie pratiquement irrésistible de dépenser votre argent. Afin de prévenir une catastrophe, arrangez-vous pour vous mettre dans l'impossibilité de bourse délier : pas d'argent liquide sur vous, chèquiers et cartes de crédit mis sous clé, etc. ; ou tâchez d'acheter utile, même si ce mot vous fait frissonner d'horreur.

L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

Komlan KPATIDE
(+228 90 05 05 08)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Eyram AKAKPO
Bernard AFAWOUBO

Nicole ESSO
Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM
Kodji GATOR JOE

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

Projet : SafeVeg - Des légumes sains produits localement pour les consommateurs de l'Afrique de l'Ouest.

Composante 3 : « Production de légumes sains, résilience climatique et pratiques post récolte ».

Titre : Appel à candidature pour le recrutement d'un étudiant doctorant

Contexte

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet SafeVeg, le CIRAD collabore avec des chercheurs de différentes institutions nationales de recherche dont l'Institut National des Recherches Agricoles au Bénin (INRAB), l'Institut de l'Environnement et Recherches Agricoles (INERA) au Burkina Faso et l'Institut d'Économie Rurale (IER) au Mali.

Le flétrissement bactérien causé par le complexe d'espèces *Ralstonia solanacearum* est responsable de dégâts considérables sur les cultures maraîchères en zone tropicale et subtropicale humide. Sa gamme d'hôtes très étendue et sa plasticité génomique en ont fait l'un des modèles bactériens majeurs en phytobactériologie. Les moyens de lutte contre cette maladie reposent principalement sur la résistance variétale mais cette résistance est partielle et fortement dépendante de l'environnement. D'autre part, les mesures prophylactiques permettant de prévenir et de limiter l'infestation des parcelles s'avèrent souvent peu efficaces en conditions hautement favorables au développement de la maladie. L'élaboration de méthodes de gestion durables, efficaces, facilement accessibles et utilisables par de petits producteurs en particulier dans les bassins de production maraîchers représente un défi majeur en Afrique.

La composante 3 du projet SafeVeg souhaite recruter un étudiant doctorant afin de développer des pratiques agroécologiques pour le contrôle du flétrissement bactérien. Le candidat retenu travaillera avec l'équipe du projet SafeVeg pour une durée de trois (3) ans ce qui devra lui permettre de préparer et soutenir sa thèse de Doctorat. Il sera inscrit dans une des universités nationales soit au Bénin, au Burkina Faso ou au Mali et rattaché à l'une des Institutions Nationales de Recherche pour ses travaux de terrain.

Direction et supervision de la thèse

Une équipe multidisciplinaire sera constituée autour de la thèse afin d'assister le doctorant dans ses activités. Un chercheur de l'unité HortSys du Cirad, spécialisé dans la gestion du *Ralstonia solanacearum* participera à l'encadrement de l'étudiant en collaboration avec l'équipe de supervision à l'université.

Responsabilités du Doctorant

- Effectuer une revue de la littérature sur la thématique de recherche ;
- Conduire les travaux de recherche en lien avec son sujet ;
- Réaliser la collecte et l'analyse des données en lien avec son sujet ;
- Participer à la formation des stagiaires et des producteurs ;
- Participer à des séminaires et conférences dans la sous-région et à l'international ;
- Rédiger périodiquement des rapports d'activités, des articles scientifiques (suivant les exigences de son Université d'inscription) ;
- Produire une thèse de doctorat.

Critères d'éligibilité / Profil recherché

- Niveau d'études minimum requis : Master 2 dans le domaine de l'agronomie et/ ou de la pathologie végétale ;
- Avoir des connaissances sur la problématique du maraîchage en zones urbaines et péri urbaines ;
- Rigueur, autonomie, adaptabilité, sens de l'organisation ;
- Bon niveau anglais scientifique (écrit, parlé) ;
- Aisance pour la pratique d'un logiciel d'analyse de données ;
- Les candidatures féminines sont encouragées ;
- Avoir une expérience en microbiologie et en phytopathologie, notamment avec les bactéries phytopathogènes, serait un plus.

Dossier de candidature

Les candidats sont invités à soumettre leur dossier de candidature contenant :

- Une lettre de motivation ;
- Un CV détaillé ;
- Une description (deux pages maximum) des activités et collaborations proposées dans le cadre du projet ;
- Une copie des relevés de notes de Master (M2) ;
- Liste des publications, s'il y a lieu.

Le dossier doit être en un fichier unique en format PDF. Les candidatures doivent être envoyées par email à burkina-faso@cirad.fr en mettant en copie safeveg.cirad@gmail.com avec objet : *doctorat_safeveg_cirad_hortSys* au plus tard le 29 juillet 2022 à 23 heures 59 (UTC-GMT). Les candidats seront d'abord évalués sur la base des dossiers soumis et ceux présélectionnés feront un entretien avec une équipe de recrutement.



Volontariat**ALEBA Beguedinam, un modèle dans la commune de Danyi 1**

À Apéyémé dans la commune de Danyi 1, il suffit de demander d'après Beguedinam chez n'importe qui, on vous conduira dans l'atelier de la bonne dame. Qui est Beguedinam et comment a-t-elle fait pour gagner en notoriété ?

Beguedinam est une volontaire d'engagement citoyen de la vague 6 de la commune de Danyi 1. Mariée et mère de famille, elle s'est démarquée par sa motivation et son abnégation au cours de sa mission. Du coup, cela a suscité une forte admiration de la communauté à son égard. De même, très experte dans les coupes, elle réussit toujours les commandes de ses clients. Tout ceci a concouru à sa notoriété dans la commune.



compte dans une microfinance. De ce fait, à la fin de sa mission, ses allocations lui ont permis d'ouvrir son atelier et de renforcer son commerce. Bien qu'elle soit patronne de l'atelier, chaque vendredi le jour du marché, elle laisse l'atelier à son apprentie, elle s'en va au marché pour livrer ses marchandises en gros aux détaillants. Devenue à la fois patronne de l'atelier et commerçante grâce à la mission du volontariat d'engagement citoyen, sa notoriété n'est plus à discuter. D'un air sincère, elle affirme: "Le volontariat a apporté des changements dans ma vie. Avec mes activités génératrices de revenus, je suis maintenant financièrement autonome et je n'ai rien à envier à personne.

Sur le plan social, des formations sur les compétences de vie que nous avons reçues me permettent également de mener à bien ma vie de couple." Pour le mari de Beguedinam, le volontariat est la meilleure des choses qui puisse arriver dans la vie de sa femme. " Depuis que ma femme a participé à la mission du VEC, son comportement a changé positivement. Elle est devenue une femme battante, humble et compréhensible. En cas de besoin, Elle n'hésite pas à contribuer aux charges de la famille. Elle est un exemple à suivre," nous raconte son mari. Avec son niveau d'étude qui est le CEPD, Beguedinam est un modèle pour sa commune.

Avec togoanvt.org

Son occupation avant le volontariat

Avant le volontariat, Beguedinam se débrouillait entre deux activités génératrices de revenus: la couture et le petit commerce. Titulaire du certificat de fin d'apprentissage, elle a exercé son métier de couturière à la maison fautes de moyens pour ouvrir son atelier. Une fois qu'elle a entendu parler du volontariat, elle a su ménager son temps pour pouvoir servir sa communauté. Aujourd'hui, elle ne regrette pas son choix pour le volontariat. Beguedinam, pendant la mission, n'a pas touché à ses allocations. Elle les a épargnées sur son

Football**Zinedine Zidane se remémore les entraînements du Real Madrid...**

Zinedine Zidane, le dernier Ballon d'Or français fête aujourd'hui ses cinquante ans. Pour l'occasion, "Zizou" a répondu à quelques questions de L'Equipe dans un long entretien au cours duquel il a évoqué les Bleus, le PSG ou encore Karim Benzema et son temps en tant qu'entraîneur du Real Madrid.

Le Français estime qu'il n'avait pas grand-chose à apporter à KB9 : «Karim n'avait pas à progresser. Mais il aimait rester après les séances collectives. Devant le but, je lui donnais deux-trois trucs, mais dans l'échange.» «Mon staff et moi, on aimait souvent rester avec un ou deux joueurs. Même avec le gar-

dien. Je me régalais. Mes pieds sont toujours là! On faisait des exercices mar-rants. Des challenges. Et je gagnais encore souvent. Je me mettais également dans les toros. J'adore rester avec mes joueurs, jouer avec eux. C'est une façon de transmettre. Après, j'étais avec des cracks, la crème de la crème. Je n'avais

pas beaucoup à leur transmettre personnellement. Sur la technique, faire la volée comme ça, rien du tout... Ils n'avaient pas besoin. Je travaillais surtout sur l'équipe,» se remémore le Champion du Monde et Ballon d'Or 1998, qui reste également le seul entraîneur à avoir remporté trois Ligue des Champions de suite.

Mise en œuvre des ODD**Le GT-OSC-ODD œuvre pour un engagement sociopolitique de la Société civile**

Reporté en 2020 et 2021 à cause des restrictions liées à la Covid-19, le Forum National des OSC sur les ODD (Objectifs de développement durable) fait son retour cette année à la faveur de sa 4e édition. La rencontre, qui réunit près de 90 participants les 23 et 24 juin à Lomé, est placée sous le thème « Accélérer la mise en œuvre des ODD au Togo à travers un cadre de suivi et de dialogue multi-acteurs autour du Plan National de Développement et la Feuille de Route du Gouvernement ». Elle sera l'occasion de former les acteurs de la société civile sur les ODD et fera également office d'Assemblée Générale Elective.

Organisé par l'ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE) pour le compte du Groupe de Travail des OSC sur les ODD (GT-OSC-ODD), en partenariat avec la Fondation Hanns Seidel, ce 4e Forum entend contribuer à l'engagement sociopolitique de la société civile dans la mise en œuvre des ODD au Togo. Alors que le Togo se porte volontaire pour participer à l'exercice de revue nationale des ODD à l'occasion du Forum politique de haut niveau (FPHN) prévu en juillet prochain, cette quatrième édition du Forum National des OSC sur les ODD permettra d'établir une feuille de route de la participation effective des acteurs de la société civile au côté de l'Etat audit Forum. Ainsi donc, à travers des sessions

de formation, des panels de dialogue, des présentations et des groupes de travail, animés par des experts, les participants au Forum seront formés sur les ODD et son rapport avec le Plan national de développement (PND) et la Feuille de route gouvernementale (FRG) au Togo. Ils verront également leurs connaissances renforcées sur les défis et les avancées dans la mise en œuvre des ODD au Togo à travers le PND et la FRG. « Le Forum permettra aussi aux acteurs de la société civile invités de se familiariser avec les mécanismes du Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP) et les stratégies de développement et d'améliorer leurs connaissances sur le processus d'élaboration, de mise en œuvre du budget de l'Etat et les opportunités d'interven-

tion de la société civile en termes de lobbying et plaider à l'endroit des gouvernants », indique Augustin Kola, Facilitateur principal du GT-OSC-ODD. D'après M. Kola, après 6 ans de mise en œuvre des ODD au Togo, il y a tellement de problèmes sur le terrain que les résultats ne se font pas sentir. « C'est pour cela que nous invitons l'ensemble des parties prenantes à redoubler d'effort pour que nous allions vers une mise en œuvre efficace qui prend en compte l'ensemble des besoins de nos communautés à la base. La société civile manque énormément de moyens sur le terrain. Or, mettre en œuvre les ODD en nécessite les moyens.

Avec *Société Civile Médias*

Championnat de football de D2**Espoir et Tambo accèdent à l'élite**

L'Etoile filante de Lomé ne jouera pas en première division la saison prochaine. Les bleus et blancs de la zone commerciale ont été tenus en échec à Kpalimé par la surprenante équipe de Tambo FC de Datcha.

• Eyram AKAKPO

Tenu en échec lors de la neuvième journée du championnat de deuxième division togolaise (2021-2022), sur le score de 0-0, les bleus de la capitale doivent encore attendre une nouvelle saison pour espérer l'élite. Ce match nul propulse d'ailleurs l'équipe de Datcha en première division. Victorieux de l'équipe de Foadan de Dapaong sur



un score de 3-0, Espoir FC de Zio obtient également son ticket de la D1. La dernière journée, prévue le dimanche

prochain opposera Tambo (2e) à Espoir (1er) pour disputer le fauteuil de champion de la D2.

Classement

1- Espoir FC : 20 points +12
2- Tambo FC : 19 points +7

3- Étoile filante : 15 points +5
4- Doumbé : 9 points -3

5- Foadan : 8 points -7
6- Koroki : 2 points -14

Baromètres Togo**Principaux pays partenaires**

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

TOUTE L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE D'ICI ET D'AILLEURS



Economie



Finances



Entreprises ...



+228 92 10 93 53 / 97 25 84 84

leconomistetogo@gmail.com

www.leconomistedutogo.com

l'économiste du Togo

@economisteTogo